

SANTÉ ■ Jean-Luc Davigo a pris la tête du centre hospitalier de l'agglomération montargoise mi-septembre

« Montrer que l'hôpital a un projet »

Mener les grands travaux, gérer 1.700 agents, pallier les pénuries de médecins, de soignants, maintenir l'équilibre des finances. Jean-Luc Davigo fait le point sur les défis qui l'attendent.

ENTRETIEN

Jean-Baptiste Dos Ramos

jean-baptiste.dosramos@centrefrance.com

Depuis la mi-septembre, le CHAM a un directeur à temps plein. Jean-Luc Davigo arrive de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche Comté. Après des études à l'école nationale de la santé publique, il a occupé des postes d'encadrement à Paris, Brest, avant de prendre la tête de l'hôpital d'Ussel (Corrèze), de 2013 à 2017.

■ **Quelles ont été vos premières impressions en arrivant au CHAM ?**

Quand j'ai postulé, j'ai constaté que c'était un gros établissement : près de 900 lits, 135 millions d'euros de budget, un effectif de 1.700 personnes, avec de gros projets en cours, donc un établissement dynamique. Je savais aussi qu'il y avait des difficultés de recrutement, et pour le coup, plus encore que ce que je croyais, avec beaucoup de turnover parmi les médecins depuis deux ans. Je ne savais pas non plus que la démographie des médecins de ville était aussi défavorable, ce qui pèse notamment sur les urgences. Ça rappelle ce que j'ai pu connaître dans l'Yonne et la Nièvre.



EN POSTE. Jean-Luc Davigo devant l'entrée de l'hôpital. PHOTO J.-B.D.R.

J'ai découvert aussi la proximité avec Paris. Au-delà de la carte, on a des flux de patients qui y vont souvent, alors qu'on a dans la région Centre-Val de Loire un CHU à Tours et un hôpital référent dans le Loiret, le CHRO. Ça fait partie de mon travail : qu'on n'ait recours à Paris que pour les « sur-spécialités ». Quand on peut être pris en charge par Orléans, on doit l'être. C'est là qu'on a bâti des équipes, au sein du groupement hospitalier de territoire (GHT).

■ **Hormis le GHT, quels sont les objectifs qui vous sont fixés ?** Il faudra consolider l'équilibre financier du CHAM. Après une année à l'équilibre en 2018, 2019 risque de s'avérer plus problématique. On a eu plusieurs départs de praticiens. Et tout départ impacte l'activité.

Il faudra aussi conforter l'équipe de direction, qu'on est en train de reconstituer, puisque plusieurs directeurs adjoints manquent actuellement. Un directeur de ressources humaines,

arrive en janvier, ce qui va être un soulagement. L'hôpital de Montargis, c'est 2.000 feuilles de paie en comptant les temps partiels !

L'un des objectifs principaux, ce sont les travaux des urgences et du bloc (voir ci-dessous). D'autres chantiers sont prévus, comme le plan de sécurisation avec la vidéoprotection, l'arrivée en 2020 de l'IRM sur le site du CHAM et, à plus long terme, celui de l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI). J'ai demandé un nouveau chiffrage afin de déterminer si l'établissement devra être reconstruit à Châlette-sur-Loing ou sur le site du CHAM. Ce sera un chantier assez lourd, que le centre hospitalier appuiera financièrement. Et enfin, il faudra faire aboutir le projet d'établissement, enclenché en 2018. Il déterminera l'évolution de l'hôpital à cinq ans.

■ **Ce projet d'établissement pourrait faire grincer des dents, notamment les syndicats.** On travaille en bonne intelligence avec eux, je les ai rencontrés. C'est mon habitude. Le projet d'établissement sera concerté. L'objectif est qu'il soit réalisé dans les six à huit mois qui arrivent.

■ **Comment attirer des médecins ?** Il faut montrer que l'hôpital a un projet, donner une lisibilité. Le fait d'annoncer des blocs et des urgences rénovés, ça va attirer des praticiens, qui sauront qu'ils travailleront dans un environnement optimisé. On est attentif à l'accueil et l'intégration, le logement, les possibilités d'emploi pour les conjoints, les crèches. Même chose

pour les internes, qui pourraient, si les choses se passent bien, décider de s'installer dans l'Est du Loiret.

« Tout départ de médecin impacte l'activité de l'hôpital »

Pour ce qui est de la rémunération, on prend tout ce que la législation nous permet de faire en la matière, mais on a des marges de manœuvres limitées.

■ **Et pour les personnels soignants ?** On a parfois recours à l'intérim, parce qu'on y est forcé. Mais on essaie de pérenniser ce personnel. C'est tout l'enjeu de l'IFSI. Plus on formera de gens, plus le vivier sera important, en espérant pouvoir les convaincre de rester.

Ce sont des situations très exceptionnelles. Parfois on a des arrêts maladie le jour-même et on peut se retrouver dans des situations délicates. On veut relancer la cohésion des équipes, au sein de l'établissement, afin de pallier ces situations. La qualité de vie au travail, ça fait partie de mon rôle aussi, en lien avec la DRH, la direction des soins et les syndicats. C'est un terme qu'on entend de plus en plus, mais ça traduit une réalité. Il faut mettre en place des systèmes d'alerte pour prévenir le plus tôt possible en cas de souci. Il y a des difficultés, elles sont réelles, mais le but, c'est qu'on prenne plaisir à venir travailler. ■

Urgences et bloc, renaissance en 2023

C'est un projet en gestation depuis plusieurs années, et validé pour de bon au printemps dernier : l'extension des urgences et la reconstruction du bloc opératoire.

Obsolètes et surchargées (60.000 patients pris en charge chaque année, soit quatre fois plus que la capacité théorique), les urgences ont cruellement besoin de ce chantier. Tout comme le bloc opératoire, qui ne peut plus cacher son âge.

Vingt-trois millions d'euros
« Nous allons construire l'ex-



AFFLUENCE. Le service des urgences est surchargé.

tension, sans fermer le service, avant de pouvoir tout réorganiser. Les premiers travaux débuteront en juin prochain, pour une livraison durant le premier trimestre 2023. Avec le nouveau bloc, on aura aussi un plateau technique neuf. L'actuel est toujours aux normes, bien entretenu, mais ne répond plus aux standards de fonctionnement de notre époque », indique Jean-Luc Davigo, le directeur.

Ce chantier, validé par l'ARS, coûtera environ vingt-trois millions d'euros, financés en grande partie par le centre hospitalier. ■

Depuis octobre, il n'y a plus de lignes fixes dans les chambres

Depuis octobre, un changement de prestataire a bousculé les habitudes du CHAM en matière de téléphonie. Une mesure pas si anodine qu'elle en a l'air.

Depuis plusieurs semaines, en effet, il n'y a plus de lignes fixes dans les chambres des patients. Une nouveauté qui ne va pas sans créer quelques difficultés, rapporte le syndicat CGT : « C'est un surcroît de travail à l'accueil et dans les services, puisqu'il faut sans cesse passer les appels des familles aux patients. » La solution serait, à en croire le syndicat, que les pa-

tients utilisent leurs propres téléphones mobiles. Ou, pour ceux qui n'en ont pas, d'en emprunter un au CHAM, moyennant une caution de trois cents euros et un forfait de huit euros pour quarante-cinq minutes de communication. Jean-Luc Davigo ne nie pas que ce changement « a créé des difficultés. On s'est rendu compte que ce n'était pas pratique. Ça aurait pu être anticipé, mais on va tout faire pour trouver une solution acceptable par tous d'ici quelques semaines. ■